

cents dans l'Ohio. Maintenant, si nous prenons les états riverains du lac Huron, l'Indiana, l'Illinois, le Wisconsin et le Michigan, ils produisent par année 95,000,000 de boisseaux de pommes de terre et les prix varient de 41 cents à 60 cents par boisseau. C'est de la folie de la part de l'honorable député de l'île du Prince-Edouard (M. J. J. Hughes) de prétendre que l'état du Maine est le principal état producteur de pommes de terre de l'Union américaine. C'est pure folie de sa part que d'affirmer que les Etats-Unis ne produisent pas de pommes de terre. Laissez-moi vous donner à l'appui de ce que je dis dis les chiffres de la production des pommes de terre aux Etats-Unis pour ces quelques dernières années :

Année.	
1907 .. . . . . .	298,000,000 minots.
1908 .. . . . . .	278,000,000 minots.
1909 .. . . . . .	376,000,000 minots.
1910 .. . . . . .	349,000,000 minots.
1911 .. . . . . .	292,000,000 minots.
1912 .. . . . . .	420,000,000 minots.

Vous voyez l'immense fluctuation qui se produit dans le rendement des pommes de terre; 292,000,000 de boisseaux une année et 420,000,000 l'année suivante. Qu'arriverait-il si nous enlevions les droits d'importation sur les pommes de terre et si nous permettions à cette énorme récolte des Etats-Unis de s'écouler au Canada? Il n'y a pas de doute que les années où les récoltes sont abondantes aux Etats-Unis, notre marché serait encombré, au grand détriment du cultivateur canadien.

Dans la province d'Ontario, nous produisons en moyenne 18,000,000 de boisseaux de pommes de terre par année. Notre production pour 1911 a été de 14,000,000 de boisseaux. Prenant une période de dix ans, de 1902 à 1912, la moyenne de la production a été un peu inférieure à 18,000,000 de boisseaux. Notre prix était de 84 cents en 1911, de 63 en 1912, et la moyenne des prix pour la période que j'ai mentionnée, de 51 cents le boisseau.

Quelques honorables députés ont dit que l'application du tarif Underwood a eu pour effet d'augmenter grandement nos exportations de pommes de terre de l'autre côté de la frontière.

Examinons cela un instant. En 1909, le Canada importait des Etats-Unis 127,000 boisseaux de pommes de terre. La même année en exportations chez nos voisins 578,000 boisseaux. En 1910, nous avons importé 217,000 et en avons exporté 679,000. En 1911, notre importation des Etats-Unis a été de 445,000 boisseaux, et n'en avons exporté que 22,000. En 1912, nous importions 335,

000 et en exportions 27,000. En 1913, nous avons importé 459,000 boisseaux et en avons exporté 452,000. Ces chiffres sont naturellement ceux de l'exercice financier. Dans trois des cinq années que j'ai nommées, nous avons importé des Etats-Unis plus de pommes de terre que nous avons exporté. Pour les cinq années le total des importations a été de 1,585,000 boisseaux et le total des exportations 1,459,000, c'est-à-dire que nous avons importé 126,000 boisseaux de plus que nous avons exporté. Ce sont là des chiffres que nos honorables collègues ne peuvent pas contredire. Mais ils me répondent: Quelle a été l'exportation des pommes de terre depuis l'application du tarif Underwood? D'après les statistiques publiées par le département du commerce et des finances des Etats-Unis en 1913, je trouve à la page 526 de cette publication les chiffres suivants: En 1911, 1,542,089 boisseaux, d'une valeur estimée à \$858,574; en 1912, 12,408,798 boisseaux d'une valeur de \$6,550,178.

M. CARVELL: J'ai devant moi le tableau publié par le département des Douanes du Canada qui donne pour 1912 des chiffres d'environ 1-25e moindres que ceux que l'honorable député a cités. Il doit y avoir erreur quelque part.

M. EDWARDS: Je crois que l'honorable député se trompe en lisant ses chiffres.

M. CARVELL: Je vais envoyer le document à mon honorable ami. Je veux qu'il constate par lui-même.

M. EDWARDS: Je n'ai pas le temps de le regarder maintenant.

M. CARVELL: Vous feriez mieux de le regarder avant de donner des chiffres qui ne sont pas exacts.

M. EDWARDS: Si mon honorable ami, le lord Chesterfield de cette Chambre, veut bien prendre patience—je ne cite aucuns chiffres sans donner l'autorité où je les prends.

M. CARVELL: Mais l'autorité que vous donnez est fausse.

M. EDWARDS: Mon autorité est un document publié par les Etats-Unis. Naturellement, l'honorable député qui prétend tout savoir, connaît peut-être mieux les affaires du gouvernement des Etats-Unis et ses chiffres officiels, que ce gouvernement les connaît lui-même, mais on m'excusera, monsieur le président, si j'accepte ces chiffres officiels plutôt que la parole de l'honorable député de Carleton (N.-B).